

A R R E T E N° 2026-261

**MAIRIE
de VALENTIGNEY****AUTORISATION DE TRAVAUX**
DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE L'ETAT

Demande déposée le 02/09/2026 et complétée le 02/09/2026

N° AT 025 580 26 00009

Par :	A.A.T.F. représentée par M. Orhan EKICI
Demeurant à :	6, rue des Combottes 25700 VALENTIGNEY
Sur un terrain sis à :	4 bis, rue Jean François GIGOUX 25700 VALENTIGNEY BD 202

Monsieur le Maire de la Ville de VALENTIGNEY

En application de l'article L.122-3 du Code de la Construction et de l'Habitation (accessibilité aux personnes handicapées pour réaliser des travaux ou aménagements non soumis à permis de construire),

Délivré par le Maire au nom de l'Etat en application des articles R.111-19-14, R.123-1 à R.123-21 du Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

Vu le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des Etablissements Recevant du Public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation,
Vu le décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à l'accessibilité des Etablissements Recevant du Public,

Vu le décret n° 2014-1327 du 5 novembre 2014,

Vu l'arrêté du 1^{er} août 2006 modifié par l'arrêté du 30 novembre 2007 fixant les dispositions techniques relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création,

Vu le décret n°2014-1327 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création,

Vu l'arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-7 à R.111-19-11 du Code de la Construction et de l'Habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situé dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public,

ARRETE N° 2026-261

Vu l'arrêté du 20 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des Etablissements Recevant du Public lors de leur construction et les installations ouvertes au public lors de leur aménagement,

Vu l'arrêté du 27 avril 2015,

Vu l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014,

Vu l'article L.111-1-3 du Code de la Construction et de l'Habitation relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public,

Vu le rapport du S.D.I.S. en date du 2 septembre 2026 et présenté à la sous-commission ERP-IGP du Doubs,

Considérant l'avis favorable avec prescriptions émis par la sous-commission ERP-IGP du Doubs réunie en date du 21 septembre 2026, extrait du procès-verbal réceptionné en mairie le 28 septembre 2026,

ARRETE

Article 1 :

L'autorisation d'aménager est **accordée** pour le projet décrit dans la demande susvisée, concernant le projet suivant : **Création de volumes nouveaux dans des volumes existants et modification des accès aux façades, présenté par l'A.A.T.F., représentée par M. Orhan EKICI,**

Article 2 :

Le demandeur est tenu **à l'exécution des prescriptions** émises dans l'extrait du procès-verbal de la sous-commission ERP-IGP du Doubs ci-joint,

Article 3 :

Le présent arrêté est exécutoire **dès qu'il est porté à la connaissance du public (affichage, publication) ou notifié au demandeur,**

Article 4 :

Conformément à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L.2131-2 et L.2131-3, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans le département de mettre en œuvre la procédure énoncée à l'article L.2131-6,

DATE DE MISE EN LIGNE :

02 OCT 2026

ARRETE N° 2026-261

Article 5 :

Conformément à l'article L.2131-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, le présent arrêté peut faire l'objet d'une demande d'annulation devant la juridiction administrative dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

Affiché le : 02 OCT 2026
Notifié le : 01 OCT 2026



VALENTIGNEY, le 01 octobre 2026

Pour le Maire,
L'adjointe déléguée

Lise VURPILLOT

